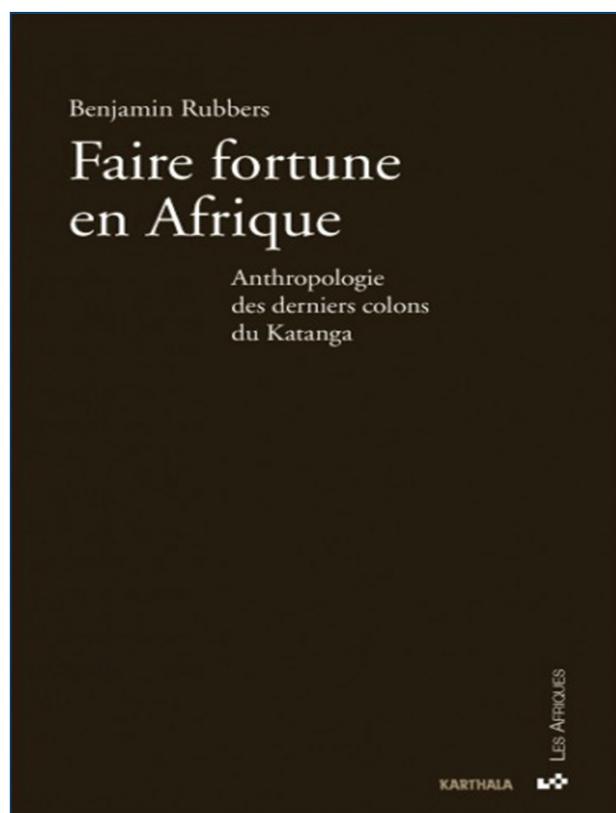


Faire des affaires au Katanga

À propos de l'ouvrage de Benjamin RUBBERS, *Faire Fortune en Afrique. Anthropologie des derniers colons du Katanga*, Paris, Éditions Karthala, 2009, 300 p.

Par Michel VILLETTE
Sociologue



Une importante minorité blanche vit au centre-ville de Lubumbashi, capitale administrative du Katanga (République Démocratique du Congo). Présente depuis la période coloniale, elle continue aujourd'hui à faire des affaires dans l'exploitation minière et le commerce d'importation, le transport et la construction.

Le livre de Benjamin Rubbers, chercheur en anthropologie à l'Université de Liège, rend compte du devenir de cette minorité néocoloniale, de sa place dans l'économie du pays et de la manière dont elle est parvenue à négocier son maintien, malgré les multiples crises et conflits qui ont secoué le pays depuis son indépendance.

La société des « blancs » du Katanga comptait plus de 30 000 Belges, Grecs et Italiens à la veille de l'indépendance. Après les violences de la décolonisation, l'échec de la sécession katangaise en 1963,

les nationalisations de 1974 et les pillages urbains de 1991 ; malgré le déclin de l'économie, la privatisation informelle des pouvoirs publics et l'isolement croissant du pays, 1 300 Européens environ vivent encore aujourd'hui au Katanga et forment une micro-communauté repliée sur elle-même, mais très active.

Le livre présente cette communauté en quatre chapitres :

1/ Comment se perpétue et évolue la frontière raciale entre Européens et Congolais ?

2/ Quels ont été les processus de la migration des Belges, Grecs et Italiens au Katanga ?

3/ Dans une économie instable, comment les entrepreneurs européens ont-ils investi le marché local, en particulier le secteur du commerce d'importation ?

4/ Enfin, dans un état patrimonial en permanente recomposition, comment ces entrepreneurs négocient-ils leur présence dans l'arène politique ?

Pour ce bref compte rendu, je m'intéresserai principalement aux chapitres 3 et 4, en restant au plus près des données empiriques recueillies par le chercheur. Je laisse de côté avec regret les intéressantes analyses anthropologiques sur la perpétuation du racisme, en particulier dans les relations entre hommes et femmes de couleurs différentes, et dans la représentation sociale que les blancs ont des noirs et réciproquement.

Bien que le haut-Katanga ait été le théâtre d'un remarquable essor de l'industrie minière au cours du XX^e siècle, il est resté très fortement dépendant de l'extérieur pour les biens de consommation courante : l'importation est vitale. Le secteur commercial a subi de plein fouet la zaïrianisation et les pillages, ce qui a provoqué la disparition de nombreux grossistes de la période coloniale. Des Grecs, des Libanais, des Indiens et des Congolais ont alors pris des parts de marché. Tous ces commerçants doivent aujourd'hui composer avec la fluctuation de la monnaie, l'arbitraire des douanes et l'ineffectivité du système juridique. Pour tous, un savoir-faire clef est indispensable : assurer le passage des marchandises en douane. Les différentes communautés de commerçants ont mis au point une multitude de stratégies pour obtenir ce résultat.

Alors que la mercuriale officielle est excessivement lourde, la procédure de dédouanement offre au moins cinq possibilités de faire baisser le coût du transit douanier.

La démarche la plus classique consiste à modifier l'origine, la quantité, la valeur ou la nature de la marchandise sur la facture, ce qui amène les douaniers à contester la validité de la déclaration et à marchander leur silence. Une règle tacite veut que le « trop peu perçu » soit partagé de manière égale entre le marchand, le transitaire et le douanier.

Les commerçants peuvent aussi obtenir des exonérations en faisant intervenir un membre de la famille présidentielle, en se rapprochant d'une société qui bénéficie du « code des investissements », en se présentant comme une association sans but lucratif, en utilisant le nom d'une institution publique (armée, université...). Il est possible aussi d'obtenir une exonération en cas de crise humanitaire, en demandant une exemption de taxe sur des produits de première nécessité.

Une troisième tactique consiste à procéder à « l'enlèvement d'urgence » des marchandises. Cette procédure ne devrait en principe être activée qu'en situation de pénurie alimentaire. En fait, elle peut être accordée de façon discrétionnaire par des hommes politiques et des membres de leur entourage, dont l'intervention ne suffit pas toujours à éviter le risque d'une inspection de la brigade douanière ou des inspecteurs de Kinshasa.

Une quatrième méthode consiste à déclarer la cargaison au poste frontière au moyen d'une « déclaration simplifiée » qui ne devrait en principe ne porter que sur une petite quantité de marchandise, mais qui, en pratique, peut être obtenue pour un camion entier, contre le paiement d'une somme forfaitaire aux douaniers. Cette méthode implique de passer par de petits postes douaniers isolés, et d'accepter de circuler sur des routes en très mauvais état.

Enfin, les commerçants peuvent traverser la frontière en pleine forêt, loin des postes de douane, au risque de se faire intercepter par des militaires qui prélèveront une dîme au passage, ou saisiront l'ensemble de la cargaison, si le commerçant ne dispose pas d'une protection politique suffisante. Une variante de cette pratique de contrebande appelée *bilanga* existait en 2004. Il s'agissait d'une piste traversant la frontière tout près d'un poste de douane, piste placée sous la haute protection de la sœur de Laurent-Désiré Kabila, qui percevait un tribut à chaque passage.

Dans la majorité des cas, la circulation des marchandises aux frontières implique la collaboration active des douaniers et tire le meilleur parti d'une fine manipulation des marges de manœuvre offertes par la législation. Elle suppose des acteurs habiles et rusés sachant jouer des règlements pour sauver les apparences.

Comme le constate l'auteur citant au passage Béatrice Hibou⁽¹⁾, les pratiques des marchands, des transitaires, des fonctionnaires et des hommes politiques à l'interface entre marchés intérieur et extérieur participent à la protection commerciale du pays, et contribuent à établir un protectionnisme de fait, en dépit des règles officielles du libre-échange.

J'ai choisi d'insister sur ce passage du livre de Benjamin Rubbers, parce que l'on dispose là d'un rare aperçu des pratiques commerciales et de

la manière dont elles peuvent se développer et prospérer en Afrique. Certes, nous ne disposons pas de la narration précise de transactions particulières ni du détail des circonstances qui déterminent le succès ou l'échec d'une transaction, mais ce bref inventaire des procédés employés dans la phase cruciale du passage des frontières nous plonge au cœur de la vie des affaires au Katanga.

Dans le chapitre 3, le devenir de plusieurs entreprises est présenté, mais sans assez de détails sur l'évolution de la situation financière pour que l'on sache précisément qui s'est enrichi et qui s'est ruiné. Il est question d'une manufacture de vêtements qui périclite au profit du commerce des vêtements importés ; d'un grossiste d'origine grecque qui fait fortune en spéculant en période de disette ; de Libanais qui investissent dans l'électroménager, le vêtement et la cosmétique, puis se lancent dans les diamants, le cobalt. Cette série de brèves histoires d'entreprises permet un repérage utile des aventures commerciales possibles au Katanga, Elle montre aussi l'indispensable connexion entre le monde des affaires et les gouvernants, connexion sans laquelle il ne semble possible de faire des affaires avec succès dans ce pays.

Cette question est développée dans le quatrième chapitre. Benjamin Rubbers y étudie plus en détail les rapports entre fonctionnaires et expatriés. Les premiers adaptent leur stratégie selon la couleur de la peau de leur interlocuteur. Extorquer de l'argent des Européens leur paraît une négligeable ponction dans leurs inépuisables richesses et une légitime compensation sur un bien mal acquis. Leur conception du « blanc » comme individu très riche les incite à taxer toujours plus, et à multiplier les embarras bureaucratiques dans l'espoir de s'attribuer un bénéfice individuel. Si une telle pression est tolérable en période de prospérité économique, elle devient insupportable lorsque la victime du harcèlement commence à rencontrer des difficultés financières. C'est ce qu'exprime un expatrié dans la citation suivante : « On ne fait plus assez d'argent pour pouvoir satisfaire tous les agents de l'État. On ne gagne plus comme avant, mais ils refusent de baisser leurs tarifs. À force, l'activité économique est étouffée et on perd le moral... »

Du point de vue des fonctionnaires, l'absence de lien de parenté et de commune origine atténue la gêne qui découle de la prévarication. Cependant, les « blancs » sont supposés disposer de ressources (argent, relations, représentation diplomatique) qui leur permettent de faire intervenir la hiérarchie si un fonctionnaire subalterne dépasse les bornes. La violence de l'arbitraire est donc contenue avec les « blancs », du moins, tant qu'on leur attribue une puissance virtuelle dans l'espace politique. Les prévaricateurs restent prudents avec ces « grands », si bien qu'il est très rare qu'on s'en prenne à leur intégrité corporelle, tandis que des « petits » pourraient être brutalisés sans aucun scrupule.

⁽¹⁾ Hibou Béatrice (1996), « L'Afrique est-elle protectionniste ? Les chemins buissonniers de la libéralisation extérieure », Paris, Karthala, pp. 23-32.

On comprend alors la tactique employée par beaucoup d'expatriés face aux petits fonctionnaires : « Il ne faut jamais leur montrer qu'on a peur d'eux, qu'on les craint. Attention, ils sont très forts pour ça : un policier dans la rue ou un type des Contributions sent très vite s'il vous fait peur. Et là, vous êtes foutu, parce qu'il sait que vous avez la trouille et que vous allez payer tout ce qu'il veut du moment qu'il vous laisse tranquille... »

Cette tactique de menace pour menace est à mettre en contraste avec les négociations plus polies qui ont lieu avec les personnages importants de l'État. Avec ceux-ci, il ne s'agit plus de faire du chantage mais d'obtenir ou d'entretenir une protection qu'on ne peut obtenir qu'à la condition d'entretenir de bonnes relations fondées sur la réciprocité. Pour illustrer ce point, je recommande particulièrement le récit de la réception d'un colonel de l'armée par un riche fermier, dans son élevage, à 200 kilomètres de Lubumbashi, à laquelle le chercheur participe, et qui se termine, au retour en voiture, par cette remarque amère de l'entrepreneur : « Tu vois, il faut faire la pute... »

Entre Congolais, la négociation avec les autorités publiques passe par de tout autres voies : il s'agit pour eux, avant tout, d'établir une connexion interpersonnelle avec leur interlocuteur en mobilisant leur réseau de relations et en évoquant leur appartenance à une communauté plus ou moins imaginaire (tribu, église, région...).

Sur la base du tableau historique et sociologique solide proposé par l'auteur, et de ses conversations approfondies avec des interlocuteurs compétents, on comprend mieux quelles sont les conditions sociales, morales et politiques de la conduite des affaires au Katanga. Cependant, par manque de données financières précises, on ne sait pas vraiment qui fait fortune et qui se ruine ni pourquoi. Pour aller jusqu'au bout de l'analyse, il faudrait compléter ce très utile travail de recherche anthropologique par des analyses pas-à-pas de transactions marchandes observée sur le vif, afin de montrer comment les hommes d'affaires locaux parviennent – ou pas – à boucler une affaire avec profit. C'est la démarche que prônait Fernand Braudel pour comprendre comment se font les affaires et comment s'accumule le capital⁽²⁾, démarche trop rarement mise en œuvre par les chercheurs – toutes disciplines des sciences sociales confondues – et qui implique de passer de l'enquête par entretien, évocation indirecte de la manière dont se déroule la pratique, à l'observation directe des pratiques et / ou à l'analyse d'archives privées d'entreprises.

Tous ceux qui s'intéressent à la question de la corruption et à la marche des affaires en Afrique devraient lire ce livre injustement passé inaperçu lors de sa parution en 2009. C'est une contribution importante et dont les analyses vont au-delà des simples jugements moraux et autres prescriptions et recommandations d'experts.

⁽²⁾ Braudel Fernand (1979), *Civilisation Matérielle, économie et capitalisme, XV-XVIIIe siècle, tome 2, Les Jeux de l'échange*, Paris, Armand Colin, Paris, pp. 117-130.